



## L'Argentine face au chantage du FMI

Xavier Dupret

Janvier 2022

20.398 signes

*Le centre-gauche péroniste au pouvoir à Buenos Aires tentait, depuis des mois, de trouver un compromis avec le Fonds monétaire international (FMI). C'est, depuis peu, chose faite. Pour autant, il n'y a sans doute pas lieu de se réjouir prématurément. L'étai du FMI vient, en effet, de se resserrer sur un pays qui est très mal en point sur le plan financier pour un bon bout de temps encore.*

Comme nous le verrons dans la suite de ce texte, ce n'est jamais une bonne nouvelle. Et ce deal conclu avec l'Argentine ne fait pas exception à cette bien triste règle. Commençons par en examiner le contenu.

## *Un bien austère programme*

Les négociations entre l'Argentine et le FMI, au cours des derniers mois, n'ont rien eu de simple ni de très rectiligne. C'est que fidèle à ce qui constitue sa doctrine depuis le début des années 1980, le FMI exigeait, d'entrée de jeu, un plan d'austérité et de réduction drastique des dépenses publiques de la part du gouvernement argentin. A l'heure où les conséquences sociales de la pandémie sont particulièrement difficiles pour la population argentine avec un taux de pauvreté dépassant les 40%, ces exigences du Fonds passaient mal.

Voilà pourquoi le plan qui vient d'être convenu avec l'Argentine est un peu moins sévère mais ne constitue pas non plus une amélioration fondamentale. En effet, l'accord consiste en un refinancement (dans le jargon financier, on parle de *roll over*) des 44 milliards de dollars dont l'Argentine est redevable auprès du FMI depuis le plan de sauvetage accordé à l'ancien président Macri en 2018. Très concrètement, le FMI refinancera au cours des deux prochaines années et demie les échéances en principal et en intérêts des 44 milliards en question<sup>1</sup>.

Autrement dit, l'Argentine procédera à ses remboursements et recevra le montant équivalent de la part du FMI. Ce qui signifie que l'Argentine continuera à devoir 44 milliards au FMI qui devront être remboursés centime par centime au cours des dix prochaines années dans le cadre d'un programme dit de « facilités étendues »<sup>2</sup>.

Durant ce temps, le pays ne sera plus complètement souverain en ce qui concerne ses choix de politique budgétaire. C'est ainsi que la patrie de Julio Cortázar devra baisser son déficit budgétaire de 3% du PIB en 2021 à 2,5% en 2022, 1,9% en 2023 et 0,9% en 2024. Ce retour à l'équilibre budgétaire se fera trois années plus tôt que ce le gouvernement argentin désirait initialement obtenir. Les finances publiques du pays seront donc surveillées de très près par le Fonds. C'est ainsi que des révisions périodiques seront menées par le Fonds. En cas de dépassement des objectifs de déficit maximum, le programme de refinancement pourrait être suspendu *illico*.

De surcroît, l'Argentine va devoir se soumettre à un programme d'augmentation de ses réserves de change de 5 milliards de dollars cette année. Il s'agit là d'un objectif particulièrement ambitieux. En effet, il est impossible d'améliorer le solde budgétaire sans rentrées en provenance de l'extérieur. Or, le Fonds ne va faire que rembourser à l'Argentine ce que cette dernière va lui payer en 2022<sup>3</sup>. Autrement dit, pour faire croître ses réserves, l'Argentine ne pourra compter que sur son commerce extérieur. Or, l'excédent commercial pour cette année devrait être de 8,4 milliards<sup>4</sup>. Or, l'effort de réduction du déficit qui est

---

<sup>1</sup> FEDERICO RIVAS MOLINA & MAR, *Argentina y el FMI acuerdan la refinanciación de una deuda de 44.000 millones de dólares*, El País, édition papier du 28 janvier 2022.

<sup>2</sup> SEBASTIÁN FEST, *Argentina anuncia un acuerdo con el FMI y asegura que no se le reclama austeridad ni reformas*, El Mundo, édition papier du 28 janvier 2022.

<sup>3</sup> Sebastián Premici, *Acuerdo con el FMI: el Diablo está en los detalles*, BAE Negocios, édition mise en ligne le 28 janvier 2022. Url: [shorturl.at/tXLXY](http://shorturl.at/tXLXY). Date de consultation: 2 février 2022.

<sup>4</sup> PATRICIA VALLI, *Los únicos dólares: por qué el superávit comercial puede caer a la mitad en 2022*, El Cronista, édition mise en ligne le 24 janvier 2022. Url: [shorturl.at/kpyVW](http://shorturl.at/kpyVW). Date de consultation: 29 janvier 2022.

demandé à l'Argentine pour cette année s'élève à 4,2 milliards de dollars<sup>5</sup>. Au total, il ne reste que 4,2 milliards à consacrer à l'augmentation des réserves. En tout état de cause, pour arriver au seuil fatidique des 5 milliards, l'Argentine ne pourra échapper à une dévaluation (avec les conséquences dommageables que l'on imagine pour le pouvoir d'achat de la population locale), laquelle est encore et toujours écartée par le gouvernement en place<sup>6</sup>.

A ces données comptables relatives au plan du FMI, il convient d'ajouter le plan de remboursement des créanciers privés du pays qui ont accepté une restructuration de la dette en 2020. En 2022, un milliard de dollars sera nécessaire pour s'acquitter de cette dette. En 2023, année des élections présidentielles, 1,6 milliard devra être consacré aux remboursements de la dette du pays à l'égard des privés. En 2024, il s'agira de 2,2 milliards de dollars. Entre 2025 et 2030, les versements annuels pour les privés seront de 2,4 milliards. Le remboursement du principal commencera à partir de 2025. Cette année-là (ainsi qu'en 2026), l'Argentine devra faire parvenir à ses créanciers privés plus de 5 milliards de dollars. Ce montant passera à 6 milliards en 2027 pour culminer à 7 milliards chaque année entre 2028 et 2035<sup>7</sup>.

Ce contexte de pression sur les ressources du pays risque bien entendu de coïncider sur le plan politique. Voilà pourquoi toute la famille péroniste n'a pas applaudi des deux mains à l'annonce de cet accord. Au contraire, de profonds désaccords se profilent à l'horizon.

C'est ainsi que Máximo Kirchner, le fils de la vice-présidente Cristina Kirchner, a démissionné de son poste de chef de groupe du Frente de Todos (la coalition au pouvoir) en signe de protestation contre cet accord qu'il rejette catégoriquement<sup>8</sup>. Cette démission pourrait inaugurer de profondes difficultés dans le chef du gouvernement pour obtenir la majorité parlementaire nécessaire à l'application du deal convenu avec le FMI. A plus long terme, dans la perspective des élections présidentielles d'octobre 2023, cette rupture à l'intérieur de la majorité présidentielle pourrait laisser le champ libre à une candidature péroniste de gauche. Cette dernière pourrait rencontrer un franc succès dans une Argentine où la moitié de la population vit sous le seuil de la pauvreté ou à la limite de cette dernière.

Les troubles politiques auxquels donne lieu l'accord passé avec le FMI ne risquent en tout cas pas de s'estomper dans les semaines à venir. En effet, quelques jours après l'annonce de l'accord, la directrice générale du Fonds, Kristalina Georgieva, n'a pas manqué de remettre la

---

<sup>5</sup> Mariano Boettner, *Acuerdo con el FMI: el recorte fiscal de este año sería de USD 4.200 millones y ya generó críticas internas*, InfoBAE, édition mise en ligne le 31 janvier 2022. Url: [shorturl.at/ltuGV](https://shorturl.at/ltuGV). Date de consultation: 5 février 2022.

<sup>6</sup> Carolina Papparatto, *Miguel Kiguel: "Será necesario un ajuste cambiario y de la tasa"*, *Ámbito Financiero*, édition mise en ligne le 27 janvier 2022, Url: [shorturl.at/dhkBW](https://shorturl.at/dhkBW). Date de consultation: 3 février 2022.

<sup>7</sup> Alejandro Rebossio, *Argentina comienza a pagar la deuda reestructurada en 2020 con los fondos de inversión el Día de la Independencia*, *El Diario*, édition mise en ligne le 6 juillet 2021. Url: [shorturl.at/ghrFW](https://shorturl.at/ghrFW). Date de consultation: 5 février 2022.

<sup>8</sup> Joaquín Mugica Díaz, *Renuncia de Máximo Kirchner: desconcierto y enojo en el Gobierno tras el comienzo de una nueva crisis interna*, InfoBAE, édition mise en ligne le 1er février 2022, Url: [shorturl.at/grIT1](https://shorturl.at/grIT1). Date de consultation: 4 février 2022.

pression sur Buenos Aires en réclamant de cette dernière « des modifications tant au sujet de la collecte des impôts que des dépenses publiques »<sup>9</sup> alors même que le président argentin avait assuré auparavant que le Fonds reconnaissait une grande marge de manœuvre à son gouvernement en ces matières absolument cruciales pour la cohésion sociale du pays<sup>10</sup>.

La pression grandissante du FMI ne fait, pour le coup, que refléter les désidératas des milieux financiers occidentaux. C'est ainsi que le Financial Times réclamait, peu après l'annonce de l'accord, un plan plus rigoureux en Argentine au prétexte que Buenos Aires a « négocié pas moins de 21 accords avec le FMI depuis son adhésion en 1956. La plupart ont échoué. Il y a peu de raisons de penser qu'un 22<sup>ème</sup> actuellement en cours de négociation sera plus fructueux »<sup>11</sup>. Cette ambiance particulièrement lourde autour des pourparlers avec le FMI a récemment conduit le président argentin, lors d'une visite d'Etat à Moscou, à déclarer en présidence de Vladimir Poutine: « Je suis absolument convaincu que l'Argentine doit s'émanciper de ses liens de dépendance avec le FMI et les États-Unis. En ce sens, il me semble que la Russie peut jouer un rôle très important »<sup>12</sup>.

### *Un peu fort ?*

En tout état de cause, la pression du FMI tombe particulièrement mal. En effet, les conditions dans lesquelles l'Argentine s'est endettée auprès du FMI sont particulièrement problématiques du point de vue de leur légitimité intrinsèque. A la fin de la présidence de Mauricio Macri de 2018 à 2019, le modèle néolibéral reposant sur l'ouverture du compte de capital et l'endettement extérieur a montré ses limites. L'Argentine est insolvable. On pourrait évidemment reprocher à l'administration Macri d'avoir libéralisé trop rapidement la politique de change, ce qui a eu pour effet de libérer des sorties de capitaux via l'acquisition des dollars rendus disponibles par l'endettement auprès des marchés. Mais évidemment, le contrôle des changes déplaisait fortement à l'électorat macriste de classe moyenne qui se base, depuis la fin des années 1980, sur la dollarisation de fait de l'économie argentine pour protéger la valeur réelle de ses actifs.

Or, on est bien forcé de constater que lorsque le gouvernement macriste n'a plus été en mesure de rembourser ses créanciers privés, le FMI s'est montré plutôt gentil dans les critères d'attribution d'un prêt record de 57 milliards de dollars en 2018. Et qui le dit ? La chose pourra sembler cocasse mais c'est le FMI lui-même dans un rapport tout ce qu'il y a de plus

---

<sup>9</sup> *Ámbito Financiero*, "FMI: "El acuerdo final deberá incluir modificaciones en la recaudación impositiva y el gasto público", édition mise en ligne le 3 février 2022. Url: [shorturl.at/ceiF2](https://shorturl.at/ceiF2). Date de consultation: 3 février 2022.

<sup>10</sup> Horacio Aranda Gamboa, *Alberto cuestionó que el FMI quiere imponer su receta*, BAE Negocios, édition mise en ligne du 10 janvier 2022, Url: [shorturl.at/ioqGJ](https://shorturl.at/ioqGJ). Date de consultation: 11 janvier 2022.

<sup>11</sup> Financial Times, *IMF's Argentina deal needs tougher conditions*, édition papier du 2 février 2022.

<sup>12</sup> Elisabetta Piqué, *Alberto Fernández, con Vladimir Putin en Rusia: "La Argentina tiene que dejar de tener esa dependencia tan grande que tiene con el FMI y EE.UU"*, La Nación, édition mise en ligne le 3 février 2022, Url: [shorturl.at/jBGT2](https://shorturl.at/jBGT2). Date de consultation: 3 février 2022.

officiel et qui a été abondamment commenté par la presse hispanophone<sup>13</sup>. C'est ainsi que ce monument de pensée unique qu'est le quotidien espagnol El País a publié un article dans lequel le FMI reconnaissait avoir commis de graves erreurs concernant le traitement de la terrible crise de la balance des paiements qu'a traversée l'Argentine au cours des deux dernières années du mandat de Mauricio Macri entre 2018 et 2019.

Lisons attentivement El País. Dans les pages du célèbre quotidien madrilène, on peut apprendre que rétrospectivement, le FMI admet, humblement pour le coup, que la stratégie et les conditions du programme n'étaient pas assez solides pour venir à bout des problèmes structurels de l'Argentine, tels que la fragilité des finances publiques, la dollarisation, une inflation élevée, des politiques monétaires déficientes, un secteur financier limité et une base d'exportation réduite. Bigre, il n'y avait donc aucune raison d'ordre économique pour que l'Argentine puisse recevoir ce prêt.

Le FMI a donc fait de la politique et endetté, au passage, un peuple et un Etat de façon absolument injustifiable. La chose est d'autant plus problématique que le FMI reconnaît parallèlement que l'absence de mesures permettant un contrôle renforcé des mouvements de capitaux ont été préjudiciables au bon déroulement des opérations. Ici, le FMI reconnaît qu'il a consenti le prêt de stabilisation le plus important de son histoire à un gouvernement dont la politique économique était en fait conditionnée par des échéances électorales très proches.

Dans ce contexte, on comprend l'intérêt de l'administration Macri à repousser le plus longtemps possible l'adoption de mesures impopulaires au sein de son électorat qui disposait d'un certain volume d'épargne à convertir en dollars au moment où la crise des matières premières frappait durement le pays. Bref, le FMI savait pertinemment que son plan pour l'Argentine ne marcherait pas.

Ce bilan glorieux a été confirmé sur les ondes d'une chaîne de télévision argentine (Todo Noticias, une chaîne d'informations en continu notoirement antikirchnériste) par Carlos Melconian, un ancien haut fonctionnaire macriste : « Le prêt du Fonds a été d'un montant record et en un temps record avec un soutien politique. C'est clair. Je n'ai jamais vu l'octroi aussi rapide d'un prêt une telle ampleur sans vérification approfondie de la capacité de remboursement d'un pays »<sup>14</sup>.

Etant donné ces éléments de contexte particulièrement troubles, on comprend mieux que les vellétés austéritaires du FMI puissent quelque peu déranger un gouvernement de centre-gauche dont la vice-présidente n'est autre que Cristina Kirchner qui lorsqu'elle était présidente a cherché à émanciper son pays des marchés de capitaux privés et des institutions

---

<sup>13</sup> Mar Centenera, *El FMI admite que el préstamo a Argentina no logró restaurar la confianza*, El País, édition papier du 23 décembre 2021.

<sup>14</sup> El Destape, *Carlos Melconian apuntó contra el FMI por el préstamo a Mauricio Macri y reconoció que fue "politico"* édition mise en ligne du 18 février 2020. Url : [shorturl.at/itFGM](https://shorturl.at/itFGM). Date de consultation: 19 janvier 2021.

financières internationales (dont le FMI). A ce niveau, peut-on encore, d'ailleurs, parler de maladresse dans le chef du FMI ?

En tout état de cause, l'aide du FMI fut motivée par des facteurs politiques. Certains relèvent de facteurs purement conjoncturels, comme les relations personnelles que Mauricio Macri entretenait avec Donald Trump à partir de relations d'affaires antérieures et d'une vision idéologique commune<sup>15</sup>. Ces faits sont, certes, indéniables et l'auteur de ces lignes ne s'est, d'ailleurs, pas privé de mettre en exergue cet élément de politique clientéliste de la part du FMI sur les ondes de la RTBF<sup>16</sup>. Cependant, on ne peut se limiter à cette seule explication qui fait totalement l'impasse sur l'importance géoéconomique et géopolitique de l'Argentine. En effet, les démêlés de l'Argentine avec le FMI n'ont rien d'une nouveauté. Par exemple, dans les années 1980, la dette extérieure argentine faisait déjà problème et le FMI s'était porté à la rescousse du pays de la façon qu'on connaît. Or, à cette époque, Donald Trump n'était pas le locataire de la Maison-Blanche et la famille Macri, sous la férule de son patriarche Franco Macri, évitait comme la peste de descendre directement dans l'arène politique et préférait laisser cette tâche à des hommes de paille, au demeurant plus intéressés qu'intéressants.

*L'Argentine, un acteur redevenu important à l'échelle mondiale...*

L'Argentine occupe, depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, une place assez centrale dans les échanges commerciaux internationaux. Au sein de la division internationale du travail, la spécialisation du pays l'a conduit à développer son secteur agro-exportateur. C'est ainsi que le pays produit de la nourriture pour 440 millions de personnes tout en comptant 45 millions d'habitants<sup>17</sup>.

Jusqu'au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, cette spécialisation particulière avait fait de l'Argentine un pays qui bénéficiait d'un statut de grand pays émergent au même titre que l'Australie ou le Canada. La mise en œuvre progressive d'une politique agricole européenne va, au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, relativiser l'importance de ce facteur de puissance dans le chef de l'Argentine<sup>18</sup>. C'est au tournant du XXI<sup>ème</sup> siècle, alors que la demande de protéines animales croît en Chine suite à l'amélioration du PIB *per capita*, que le rôle de grand producteur d'aliments de l'Argentine va à nouveau s'affirmer dans les relations économiques internationales.

---

<sup>15</sup> Agustino Fontevicchia, *The IMF And Argentina, Part I: Blaming The Sovereign*, Forbes, édition mise en ligne du 27 décembre 2021. Url: [shorturl.at/uCLOV](https://shorturl.at/uCLOV). Date de consultation : 5 janvier 2022.

<sup>16</sup> Lire « La bourse argentine s'effondre après le revers électoral de la droite » (14 août 2019) sur le site de la RTBF. Url : <https://www.rtbf.be/article/la-bourse-argentine-s-effondre-apres-le-revers-electoral-de-la-droite-10291833>. Date de consultation: 19 janvier 2022.

<sup>17</sup> La Libre Belgique, *L'Argentine au bord du défaut: se tournera-t-elle vers la Chine?*, édition papier du 30 juillet 2020.

<sup>18</sup> Míguez, Eduardo, *El Fracaso Argentino. Interpretando La Evolución Económica en el corto Siglo XX in Desarrollo Económico*, vol. 44, no. 176, Instituto de Desarrollo Económico Y Social, 2005, pp. 483–514,

En effet, l'amélioration de l'alimentation et l'augmentation du volume de calories consommées quotidiennement a conduit l'Empire du Milieu à augmenter ses importations de céréales. Or, « les céréales importées par la Chine étaient principalement du soja, et que ces dernières devaient remédier à la pénurie de variétés. Selon les statistiques, le soja représentait 75,4% du volume total des produits alimentaires importés de 2001 à 2018, tandis que le riz et de blé ne comptaient que pour moins de 6% »<sup>19</sup>.

Si l'on vérifie d'où proviennent le soja importé par l'économie chinoise, on s'aperçoit que 63,7% du soja importé en 2019 par Pékin provenait du Brésil, 24,5% des Etats-Unis et 9,38% d'Argentine<sup>20</sup>.

Certes, l'Argentine est redevenue importante pour la production d'aliments à destination d'un pôle important de l'économie mondiale mais ce repositionnement la laisse cependant encore loin derrière le Brésil et les Etats-Unis. L'intérêt bien réel de la Chine pour l'Argentine ne s'explique pas uniquement par la production du soja. L'Argentine appartient également au triangle du lithium (avec la Bolivie et le Chili), lequel s'avère stratégique pour le développement des batteries des voitures électriques. D'un point de vue géoéconomique, on peut sans ambages estimer que « l'extraction de lithium de type saumure est la forme la plus rentable jusqu'à présent »<sup>21</sup>. Cet état de choses implique que le nombre de pays en mesure « d'exploiter cette ressource se réduit à un petit groupe (...) : les Etats-Unis, la Chine, l'Argentine, la Bolivie et le Chili »<sup>22</sup>.

Concernant le lithium, on voit clairement poindre une rivalité entre les Etats-Unis et de la Chine pour s'affirmer comme acteur incontournable dans les relations avec les trois autres puissances sud-américaines du lithium de saumure. Au passage, on notera que ce type de constat nous mène à un autre niveau d'analyse que l'explication par les seules relations d'affaires, au demeurant, réelles, entre les familles Macri et Trump.

A vrai dire, on imagine difficilement l'influence du kirchnérisme diminuer en Argentine alors que la pauvreté touche autant d'Argentins. Dès lors, la question d'un repositionnement du pays à distance du FMI continuera à se poser à l'avenir. La chose pourrait alors profiter à la Chine dont la présence en Amérique latine n'a cessé de se renforcer depuis déjà une bonne quinzaine d'années.

---

<sup>19</sup> Le Quotidien du Peuple [en ligne], *Qui va nourrir les Chinois ?*, édition du 15 octobre 2019, Url: [shorturl.at/wBW78](http://shorturl.at/wBW78). Date de consultation: 17 janvier 2021.

<sup>20</sup> The Observatory of Economic Complexity (OEC), China, 2019. Url: <https://oec.world/en/profile/country/chn>. Date de consultation: 16 janvier 2021.

<sup>21</sup> Melisa Argento, Julián Zicari, *Las disputas por el litio en la Argentina: ¿materia prima, recurso estratégico o bien común?* in *Prácticas de Oficio*, Universidad de Buenos Aires/ Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas, vol. 1, n°. 19, jun. 2017 - dic. 2017, p.38.

<sup>22</sup> Melisa Argento, Julián Zicari, op.cit., p.39.